

Directive-cadre services

Le Conseil des ministres "Compétitivité", a eu son premier débat sur le projet de directive services, le 25 novembre dernier. Le principe du "pays d'origine" a été au cœur des discussions. Six pays ne sont pas convaincus de l'intérêt de cette innovation: Grèce, Portugal, les plus critiques, Belgique, Danemark, France et Suède. Les principaux domaines abordés ont été la santé, certaines professions réglementées, les contrats conclus par les consommateurs, ou le droit des travailleurs détachés. Les négociations s'annoncent longues et difficiles et devraient continuer sous les présidences luxembourgeoise et britannique. La présidence néerlandaise a indiqué que "les Etats membres acceptent le principe du pays d'origine comme point de départ [...], le résultat final dépendra des dérogations à ce principe". Un groupe de travail va être constitué sur ce point particulier. Il semble, cependant, que la présidence ait essayé de faire pression sur le Conseil pour l'adoption des conclusions, ce qui en a froissé certains et conduit à n'adopter que des conclusions de la présidence.

Partenariats public-privé (PPP)

Le Comité des Régions (CdR) a adopté, le 17 novembre dernier, l'avis de Mme Segersten-Larsson (EPP, Suède) sur le Livre vert de la Commission européenne sur les partenariats public-privé. Le CdR estime, notamment, qu'il n'y a pas lieu d'introduire de législation communautaire pour le partenariat, la notion même de partenariat restant à définir, et qu'on ne peut pas introduire le PPP dans la directive sur les marchés publics car cette législation n'est pas assez flexible et "le partenaire a un rôle plus actif que celui de simple fournisseur traditionnel". Selon le CdR, la définition des PPP doit tenir compte du fait que les collectivités coopèrent avec de nombreux autres acteurs que le secteur privé (autres collectivités locales, universités, organisations professionnelles, communautés religieuses, associations, groupes d'intérêt, particuliers, etc.) et qu'elles doivent "pouvoir décider librement si elles souhaitent assurer elles-mêmes un service public, le soumettre à un appel d'offres ou l'assurer en collaboration avec des tiers".

http://coropinions.cor.eu.int/CORopinionDocument.aspx?identifier=cdRcomm.pol.eco%2Bsoc2002-06/dossiers/ecos-037cdr239-2004_fin_ac.doc&language=FR

Conférences maritimes

La Commission a publié, le 13 octobre dernier, un Livre blanc relatif aux modalités d'application des règles de la concurrence dans le transport maritime. Ce Livre blanc, qui fait suite à une consultation engagée en mars 2003 auprès des industriels concernés, s'interroge sur l'opportunité de conserver, modifier ou abroger l'exemption sectorielle dont bénéficient les "conférences maritimes" depuis le règlement CEE 4056/86 de 1986. Ce règlement donne la possibilité aux compagnies de transport maritime de se regrouper et de s'entendre sur la fixation des prix et le partage des capacités. Le commissaire Monti a lancé des consultations .../..

Services framework-directive

The Council of Ministers "Competitiveness", held its first debate on the draft directive on services on 25th November 2004. The principle of "country of origin" was at the centre of discussions. Six countries are still not convinced of the worthiness of this inventiveness: Greece, Portugal, the most critical, Belgium, Denmark, France and Sweden. The main areas of discussions included health, certain regulated professions, contracts involving consumers or legislation applicable to posted workers. Negotiations are likely to be long and difficult and should continue through to Luxembourg and British presidencies. The Dutch presidency indicated that "Member States accept the principle of country of origin as a starting point [...], the final result will depend on exemptions from this principle". A working group will be set up to examine this particular point. It seems, however, that the presidency had tried to exert pressure on the Council to make it endorse the conclusions, an initiative that ruffled some and led to the adoption of only the conclusions of the presidency.

Public-Private Partnerships (PPP)

On the 17th November 2004, the Committee of the Regions (CoR) adopted Ms. Segersten-Larsson's, (EPP, Sweden), proposal on the European Commission's Green Book on public-private partnerships. The CoR considers, in particular, that it is not necessary to introduce Community legislation for partnership, whilst the very concept of partnership is still not yet defined and, that PPP cannot be introduced in the directive on public procurement since the legislation in question is not flexible enough and, that "partnership plays a more active role than just a simple traditional supplier". According to the CoR, the definition of PPPs should consider the fact that communities deal with many other actors than the private sector (other local communities, universities, professional organizations, religious communities, associations, lobbyists, private individuals, etc.) and that they must "be able to freely decide whether they wish to provide a public service on their own, submit it to an invitation to tender or to provide it in collaboration with third parties".

http://coropinions.cor.eu.int/CORopinionDocument.aspx?identifier=cdRcomm.pol.eco%2Bsoc2002-06/dossiers/ecos-037cdr239-2004_fin_ac.doc&language=EN

Liner shipping conferences

On the 13th October 2004, the Commission published a White Paper on the regulation of the application of competition rules to maritime transport. This White Paper, which follows a consultation, launched in March 2003, amongst concerned industrialists, examines whether to maintain, modify or repeal the currently applicable provisions of Regulation EEC 4056/86 of 1986, enjoyed by the "Liner shipping conferences". This regulation allows maritime transport companies to come together and agree on fixing charges and to share capacities. Commissioner Monti has launched consultations .../...

avec les parties intéressées, qui devraient se clore le 15 décembre prochain, pour définir un autre instrument et d'autres régimes d'exemption qui "respectent les industries manufacturières et les intérêts des consommateurs"

C'est à son successeur, Mme Kroes, que devrait revenir la responsabilité de formuler des propositions législatives, si ce dossier ne concernait pas un secteur dans lequel elle a précédemment exercé des activités.

<http://www.europa.eu.int/comm/competition/antitrust/others/maritime/review/fr.pdf>

Marchés publics : seuils

La Commission européenne a adopté un règlement n° 1874/2004 (JO du 29 octobre 2004) qui diminue les seuils d'application en matière de procédure de passation des marchés publics, afin de se conformer à l'Accord sur les marchés publics conclu en 1994 dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce.

http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/site/fr/oj/2004/l_326/l_32620041029fr00170018.pdf

Obligations de service public

Une version modifiée de la proposition de règlement sur les obligations de service public dans les transports de voyageurs urbains et interurbains (OSP) circule à Bruxelles. Elle prend en compte une grande partie des amendements adoptés par le Parlement européen en novembre 2001. Cette version est intéressante, mais elle doit cependant encore être débattue entre les différentes Directions Générales concernées de la Commission (voir bulletins 62, 80, 89, 90).

Le CELSIG y reviendra de manière approfondie dans un prochain bulletin.

Médiateur Européen

Le Médiateur européen, Nikiforos Diamandouros, a adressé, le 9 novembre dernier, un projet de recommandation au Conseil européen l'invitant à "revoir son refus de décider de siéger en public lorsqu'il exerce sa compétence législative", car "ce refus constitue un cas de mauvaise administration". Le Conseil devra répondre de manière détaillée à cette recommandation avant le 28 février 2005.

La recommandation du Médiateur est le résultat d'une enquête ouverte en décembre 2003 suite à une plainte de parlementaires (un parlementaire européen, Elmar Brok, PPE, Allemagne, et un parlementaire allemand de la CDU), selon lesquels, aux termes de l'article 1.2 du traité CE, ainsi que de l'article 49.2 du projet de traité constitutionnel, le Conseil européen devait siéger en public, comme le font d'ailleurs l'ensemble des institutions se partageant le pouvoir législatif dans les Etats membres, sur toutes les questions qui "affectent la vie des citoyens européens" et non pas dans des cas exceptionnels et limités comme prévu dans le règlement intérieur du Conseil. Le Conseil avait alors estimé que l'article 1.2 est une provision générale et non pas une règle absolue, que, notamment, les règles en matière de droit d'accès aux documents répondent à cette demande, et, qu'en outre, cette question outrepassait le mandat du Médiateur.

with interested parties, which will be closed on the 15th December 2004, aimed to define a different tool and other methods of exemption which "consider the manufacturing industries and the interests of consumers"

The task of formulating legislative proposals will fall upon his successor, Ms. Kroes, if this issue does not involve a sector in which she had previously exercised some activities.

<http://www.europa.eu.int/comm/competition/antitrust/others/maritime/review/en.pdf>

Public procurement: thresholds

The European Commission has adopted regulation n° 1874/2004 (OJ of October 29th, 2004) which reduces thresholds for the implementation of the procedure of awarding contracts, in order to conform to the Agreement on the public procurement concluded in 1994 within the framework of the World Trade Organization

http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/site/en/oj/2004/l_326/l_32620041029en00170018.pdf

Public Service Obligations

An amended version of the proposal for a regulation on Public Service Obligations (OSP) in urban and interurban passenger transports, is presently circulating in Brussels. It takes into account most of the amendments adopted by the European Parliament in November 2001. This version is quite interesting, however, it still must be further discussed by the various concerned Directorate Generals of the Commission (see bulletins 62, 80, 89, 90).

CELSIG will thoroughly examine this subject in a forthcoming bulletin.

European Ombudsman

On the 9th November 2004, the European Ombudsman, Nikiforos Diamandouros, sent a draft recommendation to the European Council inviting the Council "to re-consider its refusal to hold its meetings in public when it exerts its legislative capacity", since "such a refusal constitutes a case of bad administration". The Council is to respond, in detail, to this recommendation before February 28, 2005.

The recommendation of the Ombudsman is a result of an open investigation carried out in December 2003 following a complaint from members of Parliament (a European member of Parliament, Elmar Brok, EPP, Germany, and a German member of Parliament of the CDU), who claimed that, under article 1.2 of the EC treaty, as well as article 49.2 of the Constitution draft treaty, the European Council is required to hold meetings in public, as is the case with the rest of the institutions sharing legislative power in the Member States, on all issues which "concern the life of the European citizens" and not only in exceptional and limited cases and as envisaged by internal rules of the Council. The council had then deemed that article 1.2 was a general provision and not an absolute rule and, particularly that, rules regarding access right to documents respond to this demand, further, that, this question exceeds the mandate of the Ombudsman.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.